



Présentation à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction

1^{er} octobre 2014

CRÉATION DE L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

- **Création** : 1^{er} avril 2011
- **Avant** : ministère du Revenu
- **Résultat** : plus de souplesse et d'efficacité, notamment :
 - pour recruter son personnel
 - pour augmenter de façon significative la qualité des services à la clientèle et l'atteinte des cibles qui lui sont fixées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire
 - pour être davantage en mesure d'investir dans les systèmes informatiques et d'accroître ainsi la productivité

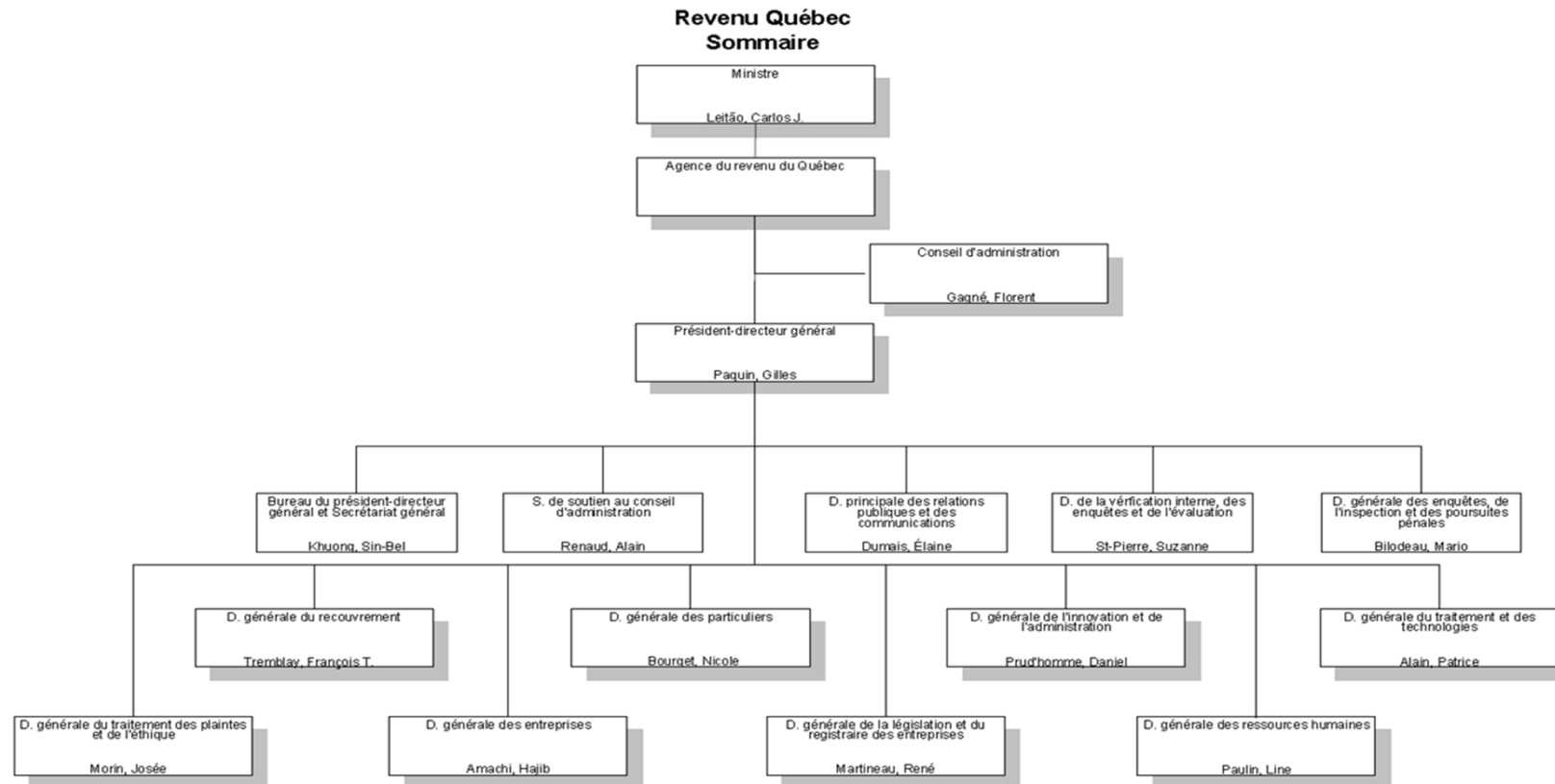
MISSION

- Perception des impôts et des taxes
- Administration de programmes sociofiscaux
- Tenue du Registre des entreprises du Québec
- Recommandations au gouvernement

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- **Composition** : 15 membres, dont le président du conseil et le Président-directeur général
- **Nomination** : gouvernement du Québec
 - président du conseil nommé pour un mandat d'au plus 5 ans pouvant être renouvelé deux fois
 - membres du conseil d'administration, sauf le président du conseil et le président-directeur général, nommés pour des mandats d'au plus 4 ans pouvant être renouvelés deux fois
- **Responsabilité** : superviser la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles
- Aucun pouvoir d'intervention dans les dossiers

ORGANIGRAMME

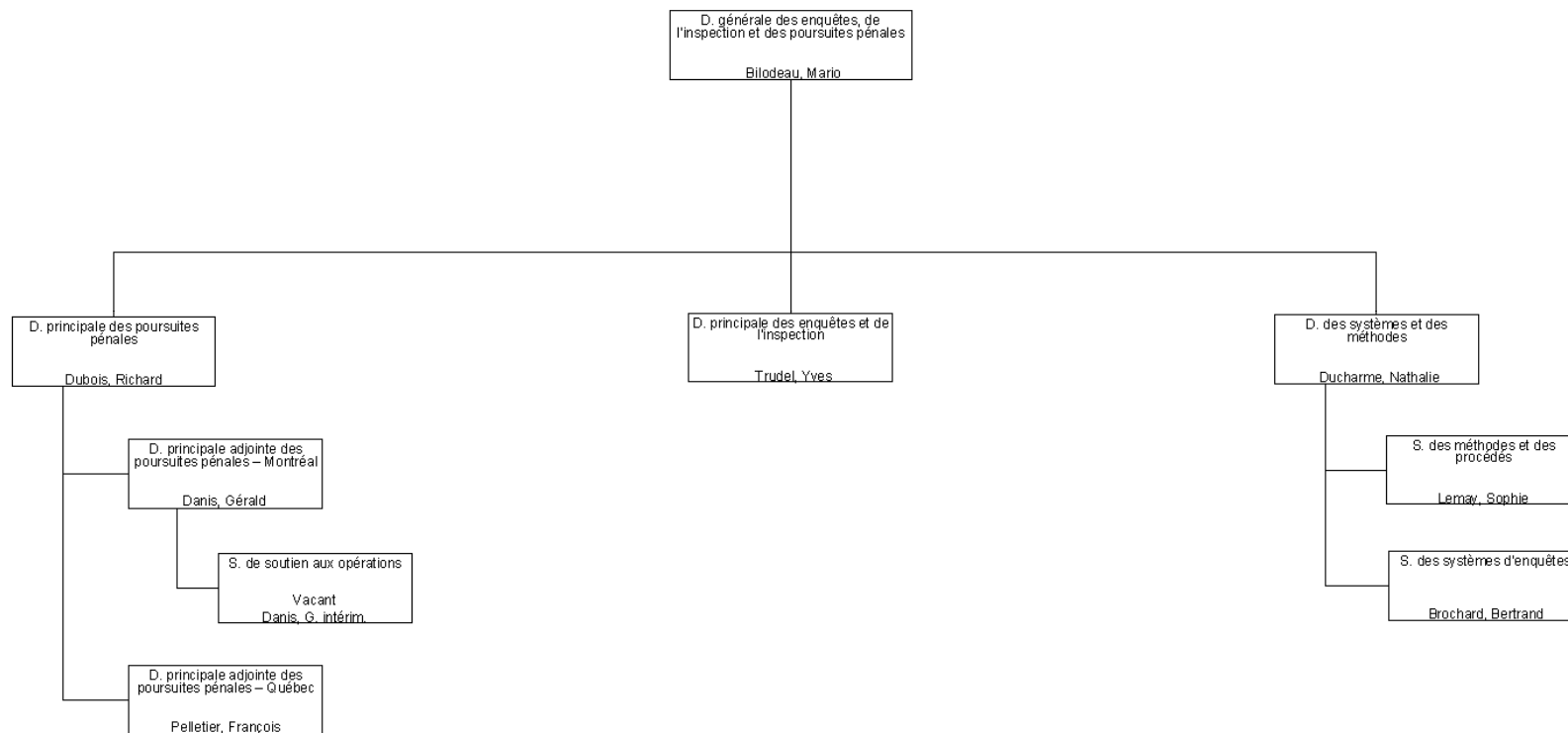


BUDGET

Budget en milliers de dollars (\$)			
2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012
1 144 704	1 072 330	997 490	1 054 201

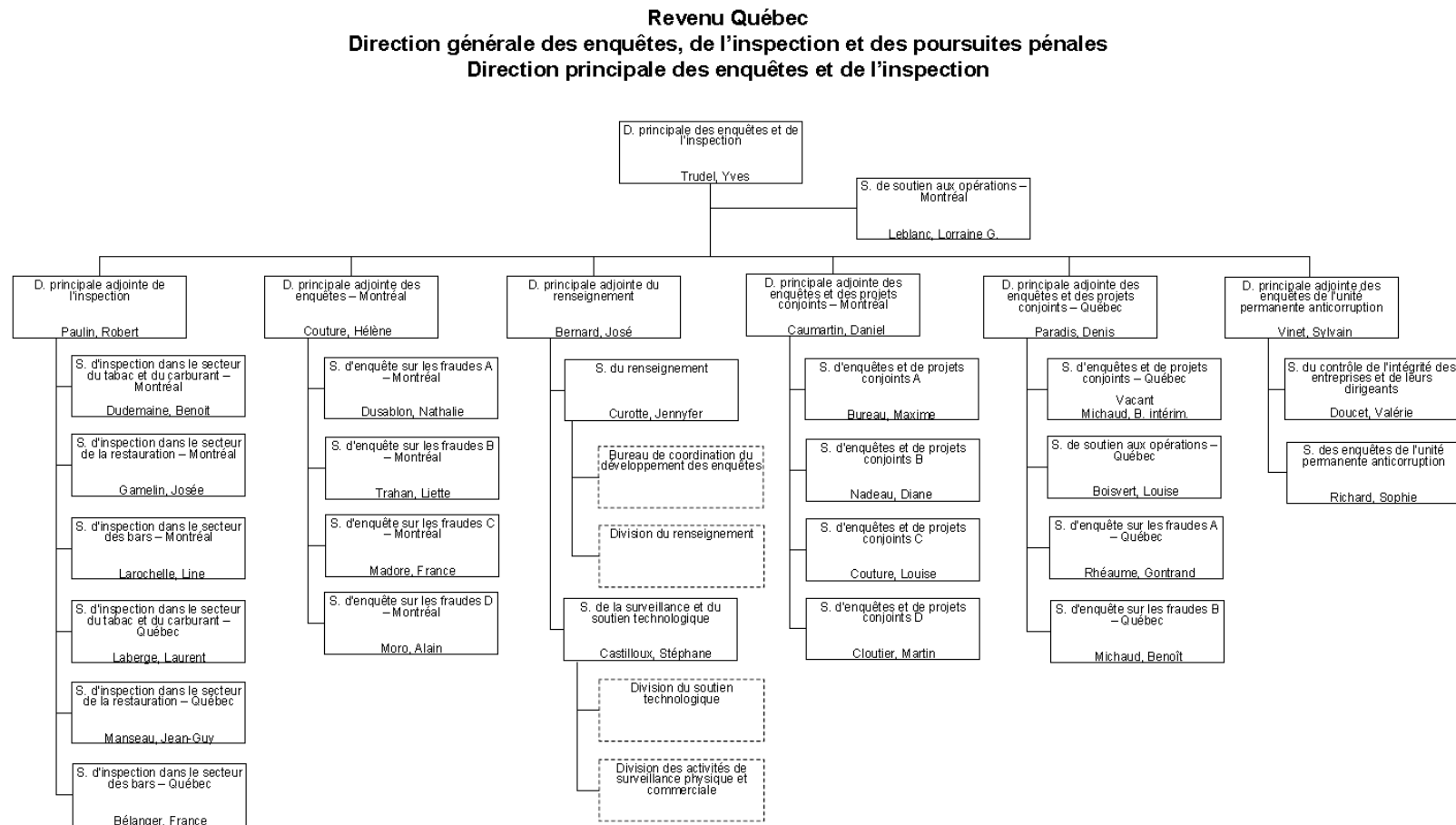
ORGANIGRAMME

Revenu Québec Direction générale des enquêtes, de l'inspection et des poursuites pénales





ORGANIGRAMME



RESSOURCES - DGEIPP

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Allocation en ETC Postes permanents et occasionnels	388	421	458
Budget en dollars (\$)			
Total	26 113 527	28 755 866	30 039 907

CHANGEMENT DE PHILOSOPHIE DEPUIS LA CRÉATION DE L'AGENCE

- Distinction de la vérification et des enquêtes
- Approche proactive
- Enquêtes en partenariat
- Utilisation de signalement externe et moins de l'interne

Rôle de Revenu Québec quant au mandat de la CEIC

- Entente de partage
- Partage d'informations
- Participation à l'UPAC
- Révision des enregistrements à risque

PARTICIPATION DE L'AGENCE AU SEIN DE L'UPAC

41 ressources

- Bureau du directeur principal adjoint
- Service d'enquêtes-UPAC
- Service de la conformité et de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants
- Direction principale des poursuites pénales
- Centre de gestion des signalements

ACTIVITÉS DE DÉTECTION ET DE PRÉVENTION

- Lettres de prévention (17 000 entreprises)
- Articles en ligne
- Présentations sur le travail au noir
- Chroniques de prévention
- Présence sur les chantiers
- Séances d'information
- Salons et congrès (10 par année)
- ACCES-Construction (258 interventions conjointes)
- Projet pilote pour enregistrement à risque

INITIATIVES MISES EN PLACE

- Blitz d'interventions (excavation, finition intérieure, maçonnerie)
- Projet Grands chantiers
- Actions concertées contre les crimes économiques et financiers
- Projet résidentiel
- Attestation de Revenu Québec

DÉNONCIATIONS

Revenu Québec

- Par téléphone, par la poste ou Internet
- Anonymes
- Confidentielles

ACTIVITÉS DE VÉRIFICATIONS FISCALES

Objectif : contrôle du respect des obligations fiscales

Pouvoirs :

- Pénétrer en tout temps convenable dans tout lieu où une entreprise est exploitée et où il se fait des affaires quelconques
- Examiner les pièces, les registres et autres supportant les déclarations produites et les copier ou photocopier.
- Obtenir des réponses aux questions posées

Résultat : avis de cotisation

RÉSULTATS

Résultats pour le secteur de la construction

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Récupération fiscale nette (M\$)	180,5	221,6	314,7	402,3	396,7
Ressources utilisées (ETC)	200	247	279	294	285
Nombre d'interventions ¹	32 211	38 268	44 224	53 670	54 857

¹ Le nombre d'interventions fait référence au nombre de contrôles comptables effectués

ACTIVITÉS D'ENQUÊTES

- **Objectif** : prévenir, contrer et réprimer les infractions aux lois fiscales
- **Méthode** :
 - Renseignements
 - Enquêtes
 - Enquêtes conjointes
- **Résultat** : poursuite pénale

PROFIL DES ENQUÊTEURS

Agent de gestion financière et/ou agent de recherche et de planification socioéconomique

Avant septembre 2013 :

- majoritairement comptables

Après septembre 2013 :

- profil comptable
- droit (avocat, notaire)
- sécurité publique
- criminologie

PROVENANCE DES DOSSIERS D'ENQUÊTE

- Partenaires
 - Corps policier
 - Ministères et organismes
 - UPAC
- Dénonciations
 - Revenu Québec
 - Centre de gestion des signalements (UPAC)
- Interne à Revenu Québec

DIRECTION PRINCIPALE ADJOINTE DU RENSEIGNEMENT

- Collecte, évaluation, classement, analyse, diffusion d'informations
- Transmission des renseignements aux enquêteurs, vérificateurs, inspecteurs
- Base de données du renseignement en enquête
- Bureau de coordination de développement d'enquête
- Liaison avec les partenaires

Sanctions possibles

- Avis de cotisation incluant droits, pénalités et intérêts
- Amendes
- Emprisonnement

Mesures de recouvrement

- Perception immédiate
 - Collaboration avec les organisations policières

DOMAINE DE LA CONSTRUCTION – AMENDES/CONDAMNATIONS

Exercice	Nombre de dossiers d'enquêtes	Amendes (M\$) (Notes 1 et 2)	Nombre de condamnations		Emprisonnement	
			Individus	Sociétés	Nombre de mois	Nombre de contribuables
2009-2010	22	4,5	31	28	12	1
2010-2011	9	0,4	10	7		
2011-2012	16	1,2	22	9	47	2
2012-2013	11	1	15	10		
2013-2014	8	1,5	12	4		
Total	66	8,6	90	58		

Note 1 : Ces amendes font suite à des condamnations obtenues à la suite du dépôt de constats d'infraction en application de la Loi sur l'administration fiscale (anciennement la Loi sur le ministère du Revenu) ou de sommations en application de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise.

Note 2 : Le résultat des amendes n'incluent pas les frais et les contributions.

VOLUME DE DOSSIERS PÉNAUX

Dossiers judiciaires de nature pénale actifs au 31 mars 2014

	RQ ⁽¹⁾	AMF ⁽²⁾	DPCP ⁽³⁾	Total
Dossiers judiciaires de nature pénale actifs (en unité)	6 498	59	76 597	83 154
Amendes réclamées (en M\$)	342	245	34	621

(1) Revenu Québec.

(2) Autorité des marchés financiers.

(3) Directeur des poursuites criminelles et pénales.

Source : Compilation du ministère des Finances du Québec.